

Dans les entreprises publiques, les accords d'intéressement ne peuvent entrer en application qu'après avoir été homologués par arrêté du ministre chargé de l'économie et du ministre de tutelle après avis de la commission interministérielle de coordination des salaires.

R. 3311-3

Décret n°2009-350 du 30 mars 2009 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions du présent titre sont également applicables aux personnes mentionnées aux articles **L. 3312-2** et **L. 3312-3**.

D. 3311-4

Décret n°2009-351 du 30 mars 2009 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les salariés d'un groupement d'employeurs qui n'a pas mis en place un dispositif d'intéressement peuvent bénéficier du dispositif d'intéressement mis en place dans chacune des entreprises du groupement auprès de laquelle ils sont mis à disposition si l'accord le prévoit.

## *Chapitre II : Mise en place de l'intéressement*

R. 3312-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions du présent titre sont applicables à l'intéressement de projet mentionné à l'article **L. 3312-6**.

## *Chapitre III : Contenu et régime des accords*

### *Section 1 : Régime des accords.*

#### *Sous-section 1 : Dépôt et contrôle administratif.*

D. 3313-1

Décret n°2021-1122 du 27 août 2021 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord ou la décision unilatérale d'intéressement ou le document unilatéral prévu à l'article **L. 3312-8** est déposé sur la plateforme de téléprocédure mentionnée à l'article **D. 2231-4** dans les conditions prévues à cet article et au II de l'article **D. 2231-2**, dans un délai de quinze jours à compter de la date limite prévue à l'article **L. 3314-4**.

D. 3313-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'accord qui assure l'intéressement des salariés à l'entreprise résulte d'une formule de calcul prenant en compte les résultats de l'une ou plusieurs des entreprises qui lui sont liées, au sens de l'article **L. 233-16** du code de commerce, la liste de ces entreprises dont le siège social est situé en France est annexée au texte de l'accord déposé.